

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/W/140

12 mars 1996

(96-0870)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LE CANADA¹ CONCERNANT LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEE PAR L'AUSTRALIE² AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 5 mars 1996.

Questions

Le gouvernement australien a-t-il, en vertu de la législation existante, le pouvoir d'imposer une mesure de sauvegarde du type prévu à l'article XIX du GATT de 1994?

Le gouvernement australien pourrait-il confirmer que le fait que l'Australie n'a pas notifié de texte législatif au Comité des sauvegardes de l'OMC signifie qu'il n'est pas légalement autorisé à imposer des mesures de sauvegarde à moins qu'une législation nouvelle ou additionnelle ne soit adoptée?

Réponses

Comme cela a été indiqué à la réunion du Comité en décembre 1995, l'article XIX du GATT de 1994 et l'Accord sur les sauvegardes ne régissent pas l'imposition de tel ou tel type particulier de mesures (à l'exception de l'alinéa 1 b) de l'article 11 de l'Accord sur les sauvegardes) mais offre aux Membres une possibilité de justifier au titre de l'Accord instituant l'OMC certaines mesures qui seraient incompatibles avec d'autres articles du GATT de 1994.

Ainsi qu'il a été également indiqué à la même réunion du Comité, l'Accord instituant l'OMC ne fait pas partie de la législation interne australienne. De plus, comme cela a été expliqué lors de cette réunion, si les procédures appropriées mentionnées à l'article 3 de l'Accord sur les sauvegardes n'existent pas en ce moment, il ne serait pas nécessaire pour les mettre en place d'adopter une nouvelle loi ou de modifier des lois existantes bien que cette possibilité ne puisse être exclue étant donné la nature hypothétique de la question.

¹G/SG/W/115.

²G/SG/N/1/AUS/1.